Déclaration de Philippe Poutou. Pour les patrons tout est bon dans le Macron

Pour l'inauguration du Salon de l'Agriculture, le candidat d'En Marche aura tenu à rappeler que « Pour les patrons, tout est bon dans le Macron ! ».

On lui devait déjà le pacte de responsabilité avec le CICE, représentant un cadeau de 42 milliards aux patrons sans aucune contrepartie. On lui devait déjà la loi Macron et la préparation de la loi El Khomri, autant d'attaques frontales pour le peu de protection qui nous restent dans le Code du Travail. Si certains nous disent que l'on ne connaît guère son programme, nous les salariés, avons déjà payé pour voir ce que fait Emmanuel Macron au pouvoir.

Avec la présentation de son programme économique vendredi dans le quotidien du grand patronat, il n'y a pas eu de surprise : lui, au moins assume son propre héritage dans les gouvernements du parti socialiste et promet de doubler la mise pour une politique libérale !

60 milliards d'économies, surtout sur le dos des salariés : d'abord 25 Milliards de moins dans le budget de l'Etat, puis 15 Milliards de coupe dans le budget de la Sécu et 10 Milliards dans celui de l'assurance chômage. Enfin 10 Milliards de moins pour les collectivités locales. En clair, attaquer encore le droit à la santé, ceux des chômeurs et les services publics. Comme Fillon, il promet de supprimer les emplois de fonctionnaires -120000- et de demander aux collectivités locales de remplacer des emplois publics par des embauches au rabais sous contrats privés. De même, une autre attaque démagogique contre le paiement du premier jour de carence pour les fonctionnaires. Enfin, il promet une réforme « structurelle » d'attaque contre les retraites. Et pour les chômeurs, il compte bien multiplier les radiations de Pôle Emploi de ceux qui refuseraient leur déqualification dans des emplois au rabais.

Evidemment, il promet de s'appuyer au maximum sur la loi El Khomri : « ...il y aura une *décentralisation des négociations sociales* : c'est la loi qui définira l'ordre public social, les entreprises et les branches pourront y déroger par accord. Il faut assumer davantage de *flexibilité* ».

S'il parle de supprimer la taxe d'habitation pour les couches populaires, il n'y aura pas de mystère : la CSG augmenterait ainsi que les impôts locaux des communes privées de taxe d'habitation.

Le CICE serait pérennisé et toutes les cotisations salariales maladie et assurance chômage supprimées, l'impôt sur les sociétés baisserait pour les grandes entreprises de 33 à 15%.

Alors, Macron 1,2 ou 3 c'est la même rengaine : la vieille rengaine des politiciens libéraux, de gauche de droite ou d'ailleurs, à la solde du MEDEF !

Bordeaux, le 28 février 2017